

A l'occasion du centenaire de de la Tchécoslovaquie célébré tout au long du weekend, le président français Emmanuel Macron était en visite ce vendredi à Bratislava et Prague pour préparer les élections européennes du printemps 2019. Le compte-rendu de Radio Prague.

Article d'Anna Kubišta publié sur [Radio Prague](#) le 26 octobre.



Les élections européennes 2019 vues par [Le Courrier des Balkans](#) et [Le Courrier d'Europe centrale](#)

Après un passage à Bratislava dans la journée, le président français Emmanuel Macron était à Prague vendredi soir, où il a rencontré son homologue Miloš Zeman et le Premier ministre Andrej Babiš. Officiellement présent dans la capitale tchèque à la veille du grand week-end des célébrations du centenaire de la fondation de la Tchécoslovaquie, la première visite officielle du président français en République tchèque était aussi et avant tout une occasion de parler d'Europe, dans cette partie de l'Union où le groupe de Visegrad fait souvent entendre une musique différente de celle des pays de l'Ouest.

C'est justement sur cette idée d'une division de l'Union européenne entre l'Ouest et l'Est qu'Emmanuel Macron s'est inscrit en faux, martelant ce qu'il avait déjà déclaré avant sa visite :

« Je souhaite qu'ensemble, République tchèque et France puissent faire avancer l'Europe dans les prochains mois. D'abord pour montrer qu'il n'y a pas de division entre l'Est et l'Ouest. Il y a une Europe unie, unie par cette histoire et des ambitions communes. C'est parce que nous serons unis que nous saurons trouver et apporter, des solutions concrètes au manque d'investissements en matière d'innovation, à la trop faible croissance en Europe et aussi au défi migratoire qui est le nôtre, comme au défi écologique. »

Rien des conflits larvés ces dernières années, entre Est et Ouest justement, n'aura percé davantage que cette petite remarque faite, presque en passant, sur la crise migratoire, alors même que c'est sur la question des quotas et de l'accueil des migrants que les différentes conceptions de l'Union européenne entre anciens et « nouveaux » membres ont éclaté au grand jour.

« L'Europe avance quand on prend des engagements mutuels et qu'on les tient, » a encore déclaré le chef de l'Etat français, rappelant l'existence du partenariat stratégique signé entre les deux pays le 30 juin dernier, tout comme l'avait fait quelques minutes auparavant le Premier ministre Andrej Babiš :

« Je pense qu'au cours de ces cent dernières années, nos relations ont été solides et que nous avons une vraie alliance. J'étais à Paris le 30 juin dernier, où nous avons signé notre partenariat stratégique et je pense que nos relations mutuelles sont très bonnes. Je suis heureux que des entreprises françaises investissent chez nous, qu'elles s'y portent bien. Il est dans notre intérêt que

l'Europe soit unie, qu'on se batte pour les intérêts de l'Europe afin de trouver une solution commune à nos problèmes, même si nous avons parfois des avis différents. »

Réitérer le rôle important de la France dans la création de la Tchécoslovaquie en 1918 alors que l'on en fête le centenaire n'était pas qu'anecdotique dans ce contexte, alors que les relations entre les deux pays sont certes bonnes, mais n'ont rien d'exceptionnelles non plus. A quelques mois des élections européennes du printemps 2019, Emmanuel Macron semble ces derniers temps multiplier les déplacements vers les pays de cette Union qui se sont parfois sentis comme des entités de seconde zone, à juste titre ou non. La crise migratoire, en tout cas, a rappelé leur existence à tous les autres membres. Mais à l'heure où au sein du groupe de Visegrád, le Premier ministre populiste Viktor Orbán fait figure de repoussoir, aller réactiver ou renforcer des relations avec des dirigeants a priori moins controversés et clairement plus pro-européens, comme en République tchèque et en Slovaquie, a toutes les allures d'une opération à double effet : séduction et accentuation des différences existant entre les quatre pays du V4 malgré l'impression d'unanimité. Rappelant la coopération culturelle, économique, industrielle, technologique et académique de la République tchèque et la France, le président Macron a insisté sur l'idée qu'une bonne entente renforcée à l'échelle bilatérale devait porter ses fruits au niveau européen :

« Ce lien, c'est aussi celui que nous voulons créer, renforcer, à travers notre politique européenne. De conseils en conseils, nous nous voyons, œuvrons ensemble et sur beaucoup de sujets portons une vision commune. C'est parce que nous avons su avancer ensemble que sur plusieurs sujets nous avons fait progresser l'Europe. Et moi je crois très profondément, comme vous, à une Europe pragmatique, plus simple pour nos concitoyens et notre entreprise. Et à une Europe qui nous protège. »

Les deux hommes ont accordé moins d'une dizaine de minutes aux journalistes présents vendredi soir à Prague, sans espace pour des questions. La visite du président Macron à Prague s'est poursuivie encore samedi, avant de repartir vers Istanbul où l'attendaient des discussions avec la chancelière allemande Angela Merkel, le président turc Recep Tayyip Erdogan et le président russe Vladimir Poutine sur la question de la guerre en Syrie.